



Entrée en vigueur des nouveaux taux de l'usure au 1^{er} avril 2011

La loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde, a modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Les catégories d'opérations concernées sont définies, à compter du 1^{er} avril 2011, à raison du montant des prêts (montant inférieur ou égal à 3 000 €, montant supérieur à 3 000 € et inférieur ou égal à 6 000 €, montant supérieur à 6 000 €), selon les modalités précisées par l'arrêté du 22 mars 2011.

Il faut rappeler qu'un prêt usuraire est défini comme tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global (TEG) qui excède, au moment où il est consenti, de plus du tiers le taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent par les établissements de crédit. Rappelons également que les taux effectifs moyens déterminés et les taux usuraires sont calculés sur une base trimestrielle par la Banque de France. Ils sont publiés au Journal Officiel dans la seconde quinzaine du dernier mois de chaque trimestre civil et sont également consultables sur le site Internet de la Banque de France.

La réforme vise à supprimer le biais qui existait en faveur des crédits renouvelables, dont le seuil de l'usure était plus élevé que celui des prêts amortissables. L'effet majeur attendu est le développement d'une offre accrue pour les petits crédits amortissables d'un montant inférieur ou égal à 3 000 €.

La loi Lagarde a également prévu des mesures transitoires pouvant être mises en œuvre, pour une période ne pouvant excéder huit trimestres consécutifs. Pendant cette période de transition, les seuils de l'usure seront calculés pour sept catégories d'opérations, conformément à l'arrêté du 22 mars 2011 portant mesures transitoires pour la détermination des taux de l'usure pour les prêts n'entrant pas dans le champ d'application des articles L. 312-1 à L. 312-3 du code de la consommation.

En organisant un passage progressif des anciens taux de l'usure vers les nouveaux taux de l'usure, la période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Mécanisme européen de stabilité

Le 21 mars 2011, les ministres des Finances de la zone euro sont parvenus à un accord sur les principes du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) appelé à remplacer le fonds européen de stabilisation financière à la mi-2013. Ce nouvel instrument intergouvernemental a pour objet de refinancer les Etats membres, il bénéficiera d'une garantie de 500 milliards d'euros apportée par l'ensemble des Etats.

Mayotte : 101^e département français et 5^e DOM

Le 31 mars 2011, l'archipel de Mayotte est devenu le 101^e département français et le 5^e département d'outre-mer, lors de l'installation du nouveau Conseil général de la collectivité issu des élections cantonales des 20 et 27 mars 2011. Le président du Conseil général, Daniel Zaidani, a été élu le 3 avril 2011. La départementalisation de Mayotte se fera progressivement sur plusieurs années. Mayotte devient la première collectivité unique d'outre-mer exerçant les compétences de département et de région d'outre-mer.

Dossiers législatifs

1 – Incidents de paiement de chèques

Le décret n° 2011-243 du 4 mars 2011 portant modification des dispositions du code monétaire et financier relatives aux incidents de paiement de chèques a été publié au Journal Officiel de la République du 6 mars 2011.

2 – Entrepreneur individuel à responsabilité limitée

Le décret n° 2011-322 du 24 mars 2011 portant extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin de la législation relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée a été publié au Journal Officiel de la République du 25 mars 2011.

3 – Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-304 du 22 mars 2011 déterminant les modalités du remboursement minimal du capital emprunté à chaque échéance pour les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel du 23 mars 2011.

4 – Fichier des comptes d'outre-mer

Le décret n° 2011-358 du 30 mars 2011 modifiant les dispositions du livre VII du code monétaire et financier relatives aux comptes bancaires a été publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2011.

Publications

1 - L'utilisation du chèque en France

Le rapport réalisé par Edgar, Dunn & Company pour le Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/sommaire-utilisation-cheque.htm>

3 - Saint-Pierre-et-Miquelon

Rapport d'information des sénateurs Cointat et Frimat fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. Le rapport n° 308 est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr>

4 – Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)

Le GAFI (Groupe d'action financière) a achevé et adopté la troisième évaluation mutuelle du système LBC/FT de la France. La synthèse du rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/4/0/47221103.pdf>

Publications IEDOM

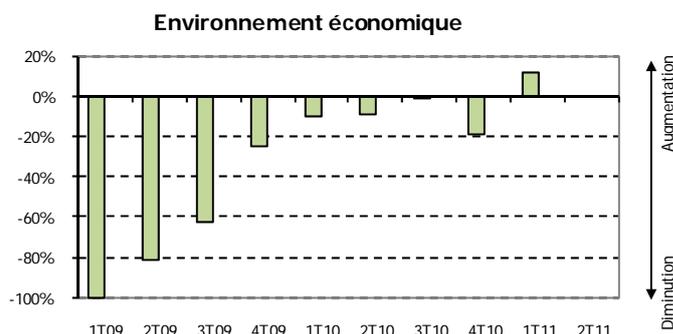
L'année 2010 à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, en Guyane, à la Guadeloupe, à Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans la collection Note expresse série « Portrait », n° 92, 93, 94, 95, 96 et 97. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

La conjoncture bancaire et financière toujours bien orientée au 1er trimestre 2011

Les résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès de la place bancaire locale mettent en évidence une poursuite de l'amélioration de la conjoncture bancaire et financière au 1^{er} trimestre 2011 en lien avec les premiers signes de reprise de la conjoncture économique. L'ensemble des soldes d'opinion des dirigeants d'établissement sont en effet positifs, excepté celui relatif au coût du risque. Ce dernier enregistrerait toutefois une légère amélioration au second trimestre. La collecte des dépôts, en hausse en fin d'année, devrait connaître une nette augmentation au 1^{er} trimestre 2011 qui se poursuivrait au trimestre suivant. L'activité de crédit s'inscrirait également en hausse mais à un rythme plus modéré.



Source : IEDOM

Nouveau repli de l'usage des chèques en 2010

En 2010, en dehors de la Banque postale, le système interbancaire de télécompensation (SIT) a enregistré 10,7 millions d'opérations de traitement d'images-chèques concernant la Guadeloupe. Après avoir enregistré une diminution de 9,4 % en 2009, le nombre de chèques échangés affiche un recul de 2,5 % en 2010. Dans le détail, le nombre de chèques échangés par les banques AFB s'établit à 3,7 millions, en baisse de 7,4 % sur un an (après -12,1 % en 2009). A l'inverse, les banques mutualistes enregistrent un timide redressement de leurs échanges (+0,6 % sur un an) à 6,3 millions. Ces dernières concentrent 59,3 % des chèques présentés au SIT. En dépit de ces évolutions, la Guadeloupe demeure le département français d'Amérique au sein duquel l'utilisation du chèque est la plus prononcée (47,8 % de l'ensemble des DFA).

La tendance au repli devrait se confirmer les années à venir avec la mise en place, le 1^{er} novembre 2010, du prélèvement SEPA. Ce nouveau service permet un mode de prélèvement identique dans tous les pays de l'espace européen SEPA en favorisant l'usage de trois instruments : le virement, le prélèvement et le paiement par carte.

La survie des jeunes entreprises guadeloupéennes dans les normes nationales

Les données du Système d'information sur les nouvelles entreprises (Sine) de l'INSEE illustrent un taux de survie des entreprises guadeloupéennes similaire au niveau métropolitain. Sur les 1 611 entreprises enquêtées au premier semestre 2006 alors qu'elles venaient d'être créées, 91 % était toujours en activité au bout d'un an (91,5 % en France hexagonale) et 66,8 % au bout de trois ans (contre 66,6 % en métropole).

Les entrepreneurs hommes enregistrent des taux de pérennité environ 4 à 9 points supérieurs à ceux des femmes. Par ailleurs, l'âge serait un facteur discriminant puisque les moins de 30 ans affichent des résultats inférieurs à leurs aînés (environ 7 points de moins que les 30-40 ans), à la différence du niveau de diplôme qui n'entrerait pas en ligne de compte. En effet, le taux de pérennité à un an est identique pour les non diplômés et les titulaires d'un diplôme de troisième cycle, il se situe à 93,1 %.

Taux de pérennité des entreprises en 2009

		Nombre d'entreprises créées au premier semestre 2006	Taux de pérennité à 1 an en %	Taux de pérennité à 2 ans en %	Taux de pérennité à 3 ans en %
Guadeloupe	Homme	995	92,5	80,1	70,3
	Femme	616	88,5	73	61,3
	Ensemble	1 611	91	77,4	66,8
Métropole	Homme	83 823	92	79,6	66,3
	Femme	34 408	90,2	76,9	65,2
	Ensemble	118 231	91,5	78,9	65,9

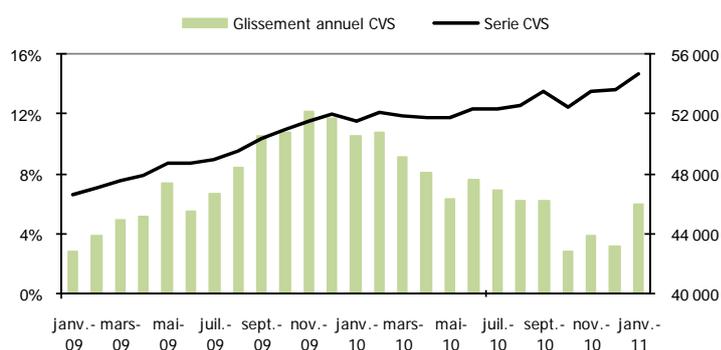
Source : INSEE, Enquête SINE 2006-2009

La demande d'emploi augmente de 1,2 % en février 2011

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 55 330 fin février 2011, atteignant un nouveau record sur la période 1998-2011. Il enregistre une hausse de 1,2 % (+660) par rapport au mois précédent et de 6,0 % sur un an (+3 150). Cette évolution corrobore la baisse des effectifs anticipée par les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM au 4^{ème} trimestre 2010.

Au cours des trois derniers mois, les offres d'emploi collectées progressent de 7,4 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne essentiellement les offres d'emplois temporaires (moins de 6 mois, +22,6 %). Les offres d'emplois durables (6 mois ou plus) diminuent légèrement (-0,8 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : DTEFP

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Un médiateur pour l'hôtellerie

Alain Boton, inspecteur général des finances, a été chargé par le gouvernement d'une mission de médiation dont l'objectif est d'apporter un soutien aux activités hôtelières afin de rendre ce secteur plus attractif et compétitif. La mission devrait se dérouler sur six mois avec notamment l'appui de l'IEDOM et permettre un examen individualisé des difficultés des entreprises hôtelières qui le souhaitent. Des contacts seront pris avec l'ensemble des acteurs de la filière pour faciliter la médiation.

La Guadeloupe au salon international du tourisme de Berlin

Pour la première fois, le Comité du tourisme des îles de Guadeloupe (CTIG) s'est rendu au salon international du tourisme de Berlin (ITB de Berlin) du 9 au 11 mars 2011. La promotion de la destination s'est effectuée conjointement avec le Comité martiniquais du tourisme, sous la bannière des Caraïbes françaises.

Début des travaux du projet Gabar'Belle

Après plus de huit mois de retard faute d'avoir réuni les financements nécessaires, les travaux de construction de la plateforme de traitement multi-filières des déchets ont débuté le 28 mars 2011 sur le site de la Gabarre aux Abymes. Le projet Gabar'Belle, d'un montant d'environ 170 millions d'euros, devrait voir le jour en juin 2013. Il permettra de traiter, dans le respect des normes en vigueur, environ 140 000 tonnes de déchets par an, en combinant le tri secondaire, la valorisation organique et énergétique.

Plan chlอร์ดécone 2011-2013

Le 10 mars 2011, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé a annoncé le lancement du second volet du plan chlอร์ดécone pour la période 2011-2013. 31 millions d'euros vont ainsi être débloqués pour initier trente-six actions de lutte contre cette contamination. L'accent sera mis sur la pêche et les milieux aquatiques, dont la vulnérabilité a été mise en évidence dans le précédent plan décliné pour les années 2008 à 2010. De plus, des actions spécifiques seront menées pour sensibiliser les populations aux dangers de l'autoconsommation agricole.

Reconnaissance de l'état de calamité agricole

Suite à une expertise, le Préfet de Guadeloupe a reconnu par arrêté du 14 mars 2011 l'état de calamité agricole pour les filières végétales et animales, sinistrées suite aux aléas climatiques du premier semestre 2010. Elles bénéficieront d'une indemnisation du Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA), alimenté par les agriculteurs pour faire face à des sinistres non pris en charge par les assurances. Elle couvrira environ 30 % des pertes estimées.

Reconduite de Jacques Gillot comme Président du Conseil général

A l'issue des élections cantonales, qui se sont déroulées les 20 et 27 mars 2011, 19 candidats ont été élus et ont rejoint les 21 autres conseillers généraux déjà en place. Ces scrutins ont été marqués par un faible taux de participation : 36 % au premier tour et 48,5 % au deuxième. Le 31 mars, l'ensemble des conseillers généraux a procédé à la réélection (39 voix pour et une abstention) pour trois ans du sénateur Jacques Gillot comme Président du Conseil général, pour son quatrième mandat consécutif.

Mayotte devient le 101^{ème} département français

Le décret n° 2011-330 du 25 mars 2011 officialise le changement statutaire de Mayotte qui devient le 101^{ème} département français et le 5^{ème} d'Outre-mer, le seul disposant d'une collectivité unique. Les mahorais avaient approuvé à 92,5 % la départementalisation le 29 mars 2009. Son entrée en vigueur est intervenue le 3 avril 2011 à l'issue de l'élection de Daniel Zaïdani comme Président du Conseil général.

Nomination du nouveau délégué interministériel à l'égalité des chances

Claudy Siar a été nommé le 28 mars 2011, en Conseil des ministres, délégué interministériel à l'égalité des chances des français d'Outre-mer, en succession de Patrick Karam.

ACTUALITE REGIONALE

Second tour de l'élection présidentielle en Haïti

Sous la supervision du Conseil électoral provisoire (CEP), le second tour de l'élection présidentielle haïtienne s'est déroulé le 20 mars 2011. D'après les résultats préliminaires du 5 avril, Michel Martelly est annoncé vainqueur : avec 67,57 % des suffrages, il devance de 35 points sa concurrente, Mirlande Manigat. Les résultats définitifs du vote seront communiqués le 16 avril.

Vote du budget 2011 pour Saint-Martin

Le budget primitif 2011 de la collectivité de Saint-Martin a été adopté par les élus le 24 mars pour un montant d'un peu moins de 119 millions d'euros. L'accent sera porté sur l'éducation et la jeunesse qui bénéficieront d'une enveloppe de 36,5 millions d'euros.

Des avancées pour l'aéroport de Grand Case de Saint-Martin

Depuis le 1^{er} avril, la société SESMA (société d'exploitation de Saint-Martin Aéroport) est chargée de la gestion, de l'exploitation et du développement de l'aéroport de Grand Case, dans le cadre d'une délégation de service public accordée le 3 mars dernier pour une durée de 25 ans. L'objectif sera double pour l'entreprise, qui appartient au groupe canadien spécialisé SNC Lavalin Aéroports : il s'agira de développer la plateforme aéroportuaire ainsi que de rétablir l'équilibre financier de l'aéroport.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Février 2011	125,2	0,2 %	3,2 %
				-	1,7 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Février 2011	55 330	1,2 %	6,0 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Janvier 2011	7	-	-52,9 %
	Importations - (en M€)		182	-	33,1 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Mars 2011	41	29,1 %	-7,6 %
	<i>Cumul annuel</i>		110		-2,6 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Février 2011	417	-	-22,3 %
		<i>Cumul annuel</i>	839		-33,2 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Février 2011	21 099	-0,8 %	-7,9 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Février 2011	370	-6,6 %	-29,3 %
	<i>Cumul annuel</i>				
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin Mars</i>	121	-	61,3 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	Mars 2011	1 273	23,8 %	5,0 %
	- Montant en milliers €	<i>cumul annuel</i>	3 276	-	-11,2 %
	- Nombre	Mars 2011	123	0,8 %	-12,8 %
		<i>cumul annuel</i>	349	-	-4,9 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Février 2011	164 622	-6,7 %	7,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		341 035	-	7,3 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Février</i> 2011	476 171	-	7,4 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		128 889	-	-10,0 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs	Mars 2011	1 384	3,7 %	-
	<i>(VPN+VUN)</i>	<i>Cumul annuel</i>	4 176	-	8,5 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Mars 2011	20 979	1,8 %	-10,0 %
	<i>Cumul annuel</i>		59 308	-	-2,2 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Décembre 2010	4 454	-3,5 %	-13,4 %
	<i>Cumul annuel</i>		42 081	-	-21,9 %

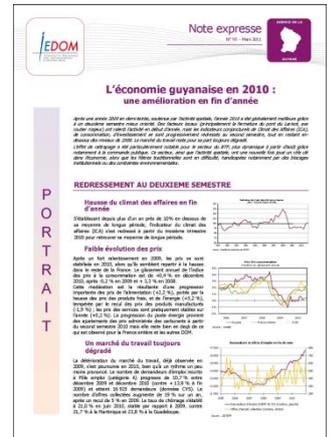
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Bilan économique annuel de la Guyane

Après une année 2009 en demi-teinte, soutenue par l'activité spatiale, l'année 2010 a été globalement meilleure grâce à un deuxième semestre mieux orienté. Des facteurs locaux (principalement la fermeture du pont du Larivot, axe routier majeur) ont ralenti l'activité en début d'année, mais les indicateurs conjoncturels de Climat des Affaires (ICA), de consommation, d'investissement se sont progressivement redressés au second semestre tout en restant en-dessous des niveaux de 2008. Le marché du travail reste pour sa part toujours dégradé.

L'effet de rattrapage a été particulièrement notable pour le secteur du BTP, plus dynamique à partir d'août grâce notamment à la commande publique. Ce secteur, ainsi que l'activité spatiale, ont une nouvelle fois joué un rôle clé dans l'économie alors que les filières traditionnelles sont en difficulté, handicapées notamment par des blocages institutionnels ou des contraintes environnementales.

Ces éléments sont détaillés dans la dernière note publiée par l'IEDOM dans la nouvelle rubrique « Portrait » : « L'économie guyanaise en 2010 ». Celle-ci, ainsi que les bilans annuels des autres départements et collectivités d'Outre-mer, sont disponibles au téléchargement sur notre site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : etudes@iedom-guyane.fr. Vous pouvez également vous abonner gratuitement à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.



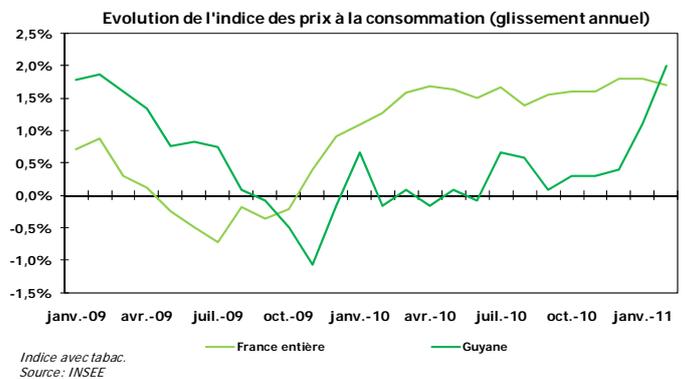
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse sur le mois de février 2011 (+ 0,3 %). Hormis les services (- 0,1 %), tous les principaux postes sont en progression : + 0,3 % pour l'alimentation et pour les produits manufacturés, et surtout + 2,8 % pour l'énergie, suite à une réévaluation des prix administrés des carburants courant février.

Sur un an, l'inflation progresse (+ 2,0 % contre + 1,1 % en janvier). A nouveau, cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation des prix des produits pétroliers (+ 18,3 %) et ceux des produits frais (+ 11,7 %). Quoique d'une ampleur bien moindre, les prix des services enregistrent également une hausse (+ 1,7 %).

Cette progression des prix sur un an reste en-deçà des évolutions dans les autres DOM : + 3,2 % à la Guadeloupe, + 3,1 % à la Martinique, + 2,7 % à la Réunion. Ce décalage s'explique par une plus forte augmentation des prix pour les postes « énergie » et « services » dans les autres géographies, malgré une hausse des prix des produits frais bien plus importante en Guyane que dans le reste de la France. Pour la première fois depuis septembre 2009, la progression des prix guyanais dépasse celle de l'ensemble de la France (+ 1,7 %), où les prix de l'alimentation notamment restent quasi-stables (+ 0,3 % sur un an).



Emploi

Après une nette progression le mois dernier, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) recule en février 2011 (- 1,4 %¹ sur le mois, contre + 0,7 % en moyenne par mois sur 2010). Le chômage de longue durée² poursuit sa progression (+ 1,2 % sur le mois après CVS). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une nouvelle hausse (+ 11,9 %). Le nombre d'offres d'emploi entrées est toutefois en forte augmentation par rapport à février 2010 (+ 76,0 %), principalement grâce à l'enregistrement d'offres d'emploi durables.

Commerce extérieur

En janvier 2011, les importations de biens enregistrent sur un an une augmentation de 21,5 % en valeur, portée notamment par les entrées de produits agroalimentaires (+ 42,4 %) ou par certains biens d'équipement. En parallèle, les exportations de biens reculent de 37,9 % sur un an ; ce résultat est toutefois à relativiser car le mois de janvier 2010 constituait un « gros » mois compte tenu de réexports liés au secteur spatial (« produits informatiques et électroniques »).

BTP

En cumul à février 2011, les ventes de ciment affichent une forte progression de 54,0 % sur un an, les ventes du début 2010 ayant été très affectées par la fermeture du pont du Larivot. Plusieurs commandes importantes ont permis de soutenir l'activité du BTP en ce début d'année 2011, notamment la réfection du quai n°1 de Dégrad-des-Cannes, la construction de logements sociaux à Saint-Laurent-du-Maroni ou encore d'une centrale photovoltaïque à Kourou.

Ventes de véhicules

En janvier 2011, les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent de 10,2 % sur un an, s'établissant à 356 véhicules. Les ventes de véhicules utilitaires et de véhicules d'occasion suivent la même tendance, à respectivement + 17,9 % et + 53,2 %.

¹ Evolution après CVS.

² Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A, B et C.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°504 du 31 mars 2011 fixe, à compter du 1^{er} avril 2011, le prix de détail des carburants à 1,60 € / litre pour l'essence (soit une hausse de 6 centimes), et 1,49 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 8 centimes).

Différents facteurs expliquent ces évolutions : l'augmentation du cours du baril en raison du contexte international tendu (le prix moyen du baril de pétrole brut progressant de 13 % entre février et mars 2011), et l'augmentation des prix du fret (+ 40 % sur le mois).

Elections cantonales

Les 20 et 27 mars 2011 avaient lieu les élections cantonales. En Guyane, le Président sortant à la tête du Conseil général, Alain Tien-Long (sans étiquette, divers gauche), a été réélu le 31 mars 2011. Neuf cantons étaient à renouveler. Dans quatre cantons, le conseiller général a été élu au 1^{er} tour (Iracoubo, Roura, Mana, Approuague-Kaw³). L'abstention, en adéquation avec la tendance nationale, a été massive avec un taux atteignant 64,3 % au premier tour et 58,6 % au second.

Finances publiques

Le budget primitif 2011 de la Région Guyane a été voté le 2 mars 2011. Il s'établit à 154,8 M€, soit une hausse de 11,5 % par rapport à 2010. 15 % du budget sont consacrés aux dépenses de gestion, 8 % au remboursement de la dette. Le reste représente des dépenses dans des domaines traditionnels d'intervention de la Région notamment : formation et apprentissage (36 % du budget) ; aménagement du territoire (20 % du budget, répartis entre désenclavements numérique et aérien, mais aussi maintenance et développement du réseau routier) et développement économique (10 %).

Gestion de l'eau

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, un séminaire était organisé le 22 mars 2011 par la Communauté de Communes du Centre Littoral (CCCL) sur le thème « L'eau pour les villes, répondre au défi urbain ». A cette occasion, la CCCL a évoqué son projet d'une nouvelle usine d'eau à Matiti qui captera l'eau du fleuve Kourou et viendra compléter la capacité de l'usine de la Comté. Les travaux devraient débuter avant fin 2011. Par ailleurs, l'interconnexion du bourg de Roura avec le réseau de la Comté est à l'étude.

Agriculture

Une délégation guyanaise, composée entre autres du Président de Région M. Alexandre, de membres de l'Agence régionale de développement et du Sénateur-Maire de Mana, M. Patient, s'est rendue à Agen (Lot-et-Garonne) dans la cadre d'une mission d'étude sur le développement de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire (IAA) en Guyane. Les décideurs guyanais souhaitent mettre en place un pôle agroalimentaire à Mana en raison du potentiel agricole de l'ouest guyanais et de la nécessité de limiter la dépendance alimentaire de la Guyane. Dans cette optique, ils ont visité les infrastructures de l'Agropole d'Agen, unique technopôle français spécialisé dans les IAA. Une convention de partenariat et d'accompagnement technique entre l'Agropole et la Région Guyane devrait être finalisée en juin 2011.

Secteur spatial

Le 30 mars 2011, Ariane 5 devait mettre en orbite deux satellites de télécommunications, mais le tir a avorté. Le moteur cryogénique Vulcain, qui venait de s'allumer, s'est éteint quelques secondes plus tard en raison d'une anomalie sur le lanceur. Des analyses sont en cours pour en déterminer les causes. Le lanceur a été transféré au bâtiment d'assemblage final pour être remis en configuration de vol. La nouvelle date de lancement n'est pas encore connue.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Au 4^{ème} trimestre 2010, le PIB du Brésil a progressé de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. En 2010, le PIB enregistre une croissance de 7,5 % sur un an, soit le taux le plus élevé depuis 1986 (cette performance étant due pour partie à un effet de base, après un recul de 0,6 % du PIB en 2009). Au niveau sectoriel, l'industrie a été performante, avec une valeur ajoutée en progression de 10,1 %, stimulée notamment par le secteur de l'extraction minière et la construction.

Suriname

L'inflation s'accélère en ce début d'année 2011 : en janvier et février, elle s'établit respectivement à + 14,0 % et + 18,6 % sur un an. Tous les postes sont en hausse, particulièrement les prix des « nourriture et boissons » (+ 20,1 %) et les prix des transports (+ 41,5 %). Cette forte progression des prix s'explique entre autres par la dévaluation du dollar surinamien face au dollar US et la flambée des prix des carburants.

Diplomatie France-Suriname

Le premier ambassadeur du Suriname en France, Harvey Naarendorp, a été nommé par le Président Desi Bouterse. L'ambassade devrait ouvrir à Paris dans les prochains mois.

³ Les autres cantons à renouveler étaient ceux du Maroni, Saint-Georges, Rémire-Montjoly, Cayenne sud-ouest, Kourou.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – février 2011 (Indice base 100 : année 1998)	122,7	+ 0,3 %	+ 2,0 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin février 2011 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin janvier 2011	16 987 4 947	- 1,4 % - 26,1 %	+ 11,9 % - 22,9 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin janvier 2011 Prestations nettes versées en février 2011	10 080 7,7 M€	+ 0,7 %	- 3,5 %
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer- février 2011 Rappel : cumul 2010 des recettes	7,7 M€ 112,2 M€	- 7,6 %	- 6,9 % + 6,1 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – janvier 2011 Rappel : cumul 2010 Importations – janvier 2011 Rappel : cumul 2010 Taux de couverture en cumul - à fin décembre 2010	10,1 M€ 158,3 M€ 90,0 M€ 1 081,8 M€ 11,3 %	+ 20,7 % - 0,9 %	- 37,9 % + 31,8 % + 21,5 % + 13,9 % - 10,8 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mars 2011 Rappel cumul à fin mars 2010	1 tir Ariane 5 (1 ATV) 0 tir Ariane 5
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (janvier 2011)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 0 tonne (production gelée)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – février 2011 Cumul 2011	7 749 tonnes (+ 47,0 % sur un an) 14 654 tonnes (+ 54,0 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2010) pour 0,1 M€ (- 29,4 %)	943,1 tonnes (- 28,9 % sur un an) 16,4 tonnes (- 32,1 % sur un an)
Or (Source : Douanes) *	Exportations d'or (janvier 2011)	3,5 M€ (+ 832,2 % sur un an) Pour 0,1 tonne (+ 653,3 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication de la note expresse synthèse sur l'année 2010 à la Martinique :

« L'année 2010 à la Martinique : une reprise en demi teinte ».

Après la récession historique de 2009, 2010 aura été marquée par une reprise de l'économie de la Martinique. La clarification institutionnelle du début d'année et le redémarrage de la croissance constaté au niveau national et international ont favorisé une amélioration progressive de l'environnement économique, surtout perceptible en fin d'année. Le climat des affaires, encore incertain au premier semestre, s'est redressé dans la deuxième partie de l'année.

Bénéficiant d'une hausse des prix contenue, la consommation des ménages a retrouvé un niveau proche de celui d'avant la crise, en dépit d'une situation de l'emploi toujours préoccupante. L'investissement des entreprises n'a toutefois pas retrouvé le niveau de 2008. Le financement bancaire a renoué avec la croissance, notamment pour les crédits à long terme, permettant d'accompagner les projets des acteurs économiques. La situation financière de ces derniers reste toutefois fragile, comme en témoigne la dégradation des indicateurs de vulnérabilité financière des ménages et les difficultés de trésorerie persistantes des entreprises. Le marché du travail est toujours dégradé.

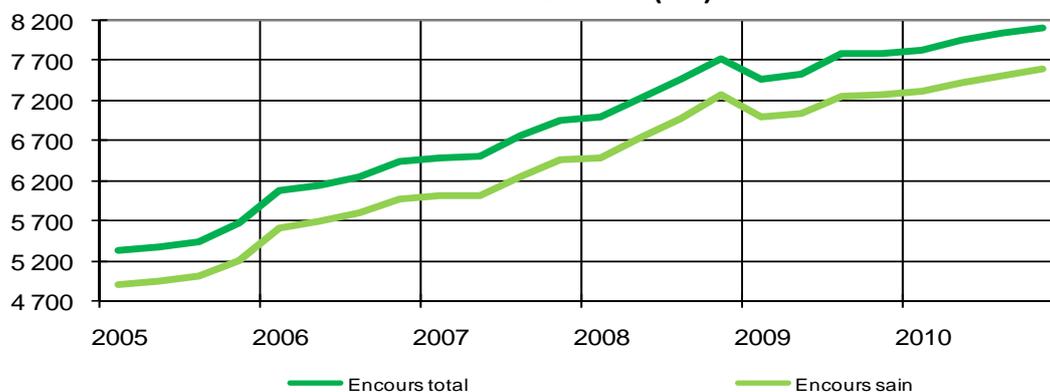
Cette étude est disponible en ligne sur le site internet : www.iedom.fr.

Financement de l'économie : progression des encours de crédit au quatrième trimestre 2010

Au 31 décembre 2010, le total des passifs financiers **de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement)**, s'établit à **8,1 milliards d'euros** (+ 0,9 % sur le trimestre, + 4,1 % sur l'année). L'encours sain (7,6 milliards d'euros) conforte sa progression (+ 1,3 % ; + 4,5 % sur l'année).

En lien avec l'amélioration de l'environnement économique, l'encours en faveur des entreprises (3,3 milliards d'euros) continue de progresser (+ 0,7 % sur le trimestre ; +3,3 % sur un an). L'encours des crédits d'exploitation (460 millions d'euros ; + 5,7 % sur le trimestre ; +16,4 % sur un an) retrouve son niveau d'avant crise, alors que les crédits d'investissement (1,7 milliard d'euros, + 0,6 % sur le trimestre ; +4,1 % sur un an) restent orientés favorablement.

Encours des établissements de crédit installés ou non localement (M€)



Source : IEDOM

Les concours en faveur des ménages accentuent leur progression sur le trimestre (+2,4 % ; +5,5 % sur un an), portés par le regain des encours de crédits à l'habitat (2,1 milliards d'euros, + 3,4 % sur le trimestre ; +8,4 % sur un an) ; l'encours des crédits à la consommation est relativement stable (913 millions d'euros, + 0,2 % sur le trimestre ; -0,5 % sur un an).

Surendettement : nouvelle augmentation du nombre de dépôts

Sur les deux premiers mois de l'année 2011, le nombre de dossiers déposés de surendettement progresse de 58 %. L'augmentation du nombre de dépôts s'est de nouveau accélérée par rapport à 2010 (+26,3 % sur un an).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

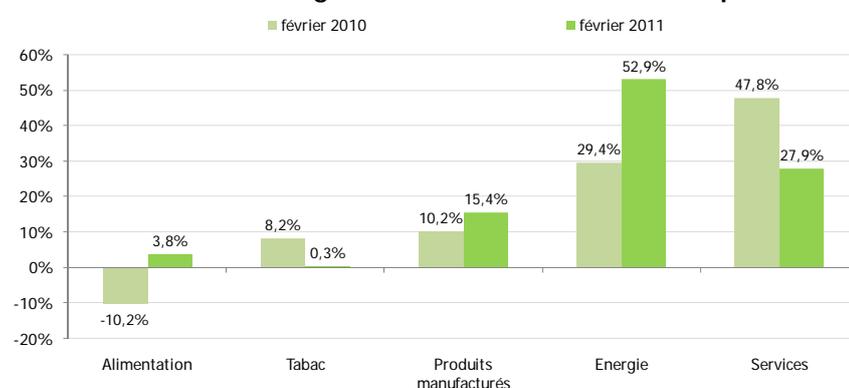
Augmentation de l'indice des prix en février

A fin février 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 126,1 enregistrant une hausse de 0,5 % sur un mois. Le taux d'inflation annuel s'établit à +3,1 % contre +1,4 % à fin février 2010.

Ce relèvement tient à la progression des prix de l'énergie (+18,1 % sur un an) et dans une moindre mesure, à la hausse des prix des services (+2 %) et des produits manufacturés (+1,7 %). Dans le même temps, le prix de l'alimentation reste relativement stable (+0,7 %) malgré l'augmentation des produits frais (+4,6 %).

Dans les autres géographies, l'inflation annuelle atteint 1,7 % en Métropole, 2 % en Guyane, 2,7 % à la Réunion et 3,2 % en Guadeloupe.

Contributions au glissement annuel de l'indice des prix



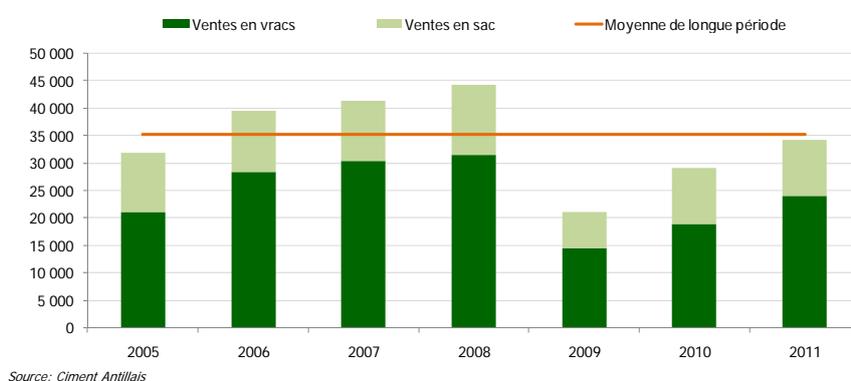
Source: Insee

BTP : hausse des ventes de ciment

A fin février 2011, en données cumulées, la consommation locale de ciment atteint 34,3 milliers de tonnes et enregistre une hausse de 17,7 % par rapport à la même période de 2010. Dans le détail, les ventes de ciment en sacs, d'ordinaires dévolues à la construction privée, progressent de 27,7 % tandis que celles en vrac sont stables (- 0,7 %). L'écart de la consommation locale par rapport à sa moyenne de longue période (1995 - 2011) se réduit. Il atteint -2,6 % à fin février 2011, contre -17,3 % un an auparavant.

Consommation locale de ciment

Cumul annuel à fin février



Source: Ciment Antillais

ACTUALITE REGIONALE

Mission sur la situation financière des hôtels aux Antilles :

Une mission sur la médiation des dettes fiscales et sociales des hôtels a débuté en mars 2011. Cette mission, diligentée par les Ministères de l'Outre-Mer, du Tourisme et du Budget, a pour objectif d'analyser la situation financière des hôtels et de rechercher des solutions au traitement des dettes fiscales et sociales impayées en utilisant tous les dispositifs d'aides permettant d'accompagner les entreprises dans la phase de reprise de l'activité dans le secteur.

Hausse des prix des produits pétroliers :

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), et après la baisse du 1^{er} mars, le tarif des carburants a été fixé, au 1^{er} avril à : 1,47€/L pour le super sans plomb (+5 %) et 1,27€/L pour le gazoil (+6 %). Le prix de la bouteille de gaz est en hausse également, à 24€ (+1,4 %).

Modernisation de la centrale électrique de Bellefontaine :

EDF est engagée dans un programme de modernisation des infrastructures de la centrale de Bellefontaine. L'opérateur a reçu les premiers moteurs en mars. D'ici juin 2012, la centrale comprendra 12 moteurs diésels de 18,3 MW, pour une capacité totale de 216 MW. Ces nouveaux moteurs bénéficieront des dernières avancées technologiques permettant une amélioration du rendement : 15 % de gain, soit autant d'émission de CO₂ en moins. Elle sera équipée des dispositifs les plus modernes de limitation des rejets atmosphériques

Nouvelle présidence au Conseil Général :

Elue au 3e tour avec une voix d'avance, Josette Manin (Ensemble pour une Martinique Nouvelle) est la nouvelle présidente du Conseil Général de Martinique. Elle succède à Claude Lise (RDM) qui occupait ce poste depuis 1992.

INDICATEURS DE REFERENCE

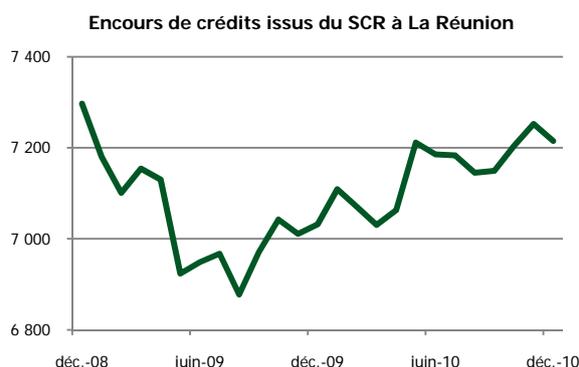
			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- février 2011	126,1	+0,5 %	+3,1 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- février 2011	41 270	-0,3 %	+3,2 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- février 2011	25,0 %		+0,6 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- février 2011	20 440	-3,2 %	-2,3 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	-0,2 %	+0,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- janvier 2011	198,4	-29,9 %	+12,6 %
	Exportations (en M€)	- janvier 2011	12,6	-10,4 %	-56,0 %
	Taux de couverture mensuel:		6,3 %	-	-9,9 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- février 2011	38,1	-8,9 %	+4,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- février 2011	80,0		+2,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- février 2011	17 757	-1,4 %	-5,5 %
	Retrait de cartes bleues (cumul)	- février 2011	6 193	-	+12,9 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- janvier 2011	144 587	+0,9 %	+5,6 %
		- cumul annuel	144 587		+5,6 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- février 2011	6 639	ns	-57,3 %
		- cumul annuel	9 924	-	-71,1 %
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- février 2011	17 736	+6,9 %	+23,8%
		- cumul annuel	34 323		+17,7 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- février 2011	621	-26,9 %	-0,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- février 2011	145	+5,1 %	+31,8 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		1 754	-	-0,5 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse des encours de crédits aux entreprises déclarés au SCR en 2010

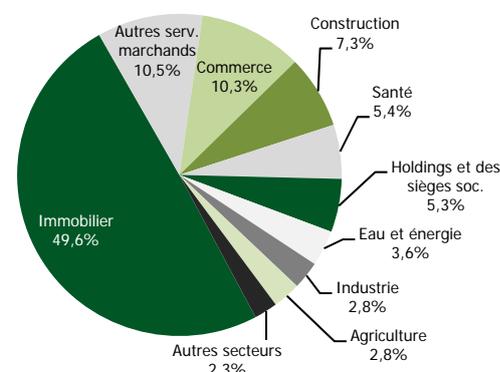


A fin décembre 2010, 7,2 milliards d'€ d'encours relatifs aux entreprises ont été déclarés au service de la centrale des risques¹ (SCR). Les concours s'inscrivent en hausse de 2,6 % par rapport à fin décembre 2009, après une année 2009 en recul de 3,6 %. Cette progression concerne plus particulièrement les activités immobilières, qui concentrent la moitié des encours de crédits aux entreprises à fin 2010, et les très petites entreprises (TPE) dont les encours augmentent respectivement + 7,3 % et + 3,4 % (contre respectivement + 4,4 % et - 3,9 % en 2009). A l'inverse, les encours des petites et moyennes entreprises (PME) et des grandes entreprises continuent de décroître de respectivement - 2,7 % et - 0,9 %.

Les encours relatifs aux entreprises de services sont en hausse en raison de l'évolution des encours du secteur de « transport et de l'entreposage » (3,1 % de l'ensemble des concours aux entreprises) qui progressent de 25,9 % et ceux à « la santé et l'action sociale » de 0,8 % (5,4 % de l'encours total). La « construction » voit son encours augmenter de 3,6 % principalement en raison de la hausse de l'encours attribué aux TPE du secteur (+17,5 %). Les encours du secteur de « l'eau et l'énergie » se sont accrus de 27,5 %.

A l'inverse, les encours de crédits relatifs aux entreprises du secteur du commerce (10,3 % de l'ensemble des concours) sont en retrait de 7,3 %. Cette baisse s'observe principalement sur les encours des grandes entreprises et des PME du secteur (respectivement - 5,1 % et - 12,1 %). Autres secteurs dont les encours reculent, l'industrie et les activités des holdings et des sièges sociaux dont les concours chutent, respectivement, de 20,3 % et 12,8 %.

Répartition des encours de crédits aux entreprises selon le secteur d'activité au 31 déc. 2010



Source: SCR

Stabilité du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement en 2010

En 2010, 1 147 dossiers ont été déposés à la commission de surendettement. Ce chiffre est quasiment identique au nombre enregistré en 2009 (+ 0,4 %). Cette stabilité contraste avec la forte hausse du nombre de dossiers déposés en 2009 : + 51,9 % en un an. Toutefois, La Réunion enregistre relativement moins de dossiers que la métropole. En effet, on compte 1,4 dossier déposé pour 1 000 habitants à La Réunion contre 3,3 dossiers en métropole.

L'année 2010 à La Réunion : retour de la croissance

Après avoir connu en 2009 un ralentissement comparable à celui de la métropole, avec un PIB en baisse de 2,6 % par rapport à 2008, l'activité économique de La Réunion s'est progressivement redressée tout au long de l'année 2010. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est progressivement rapproché de sa moyenne de longue période, accélérant même au dernier trimestre. La consommation des ménages a contribué positivement à cette évolution, en dépit d'un contexte de remontée des prix à la consommation. L'investissement est en revanche resté atone tout au long de l'année, malgré quelques signes de redressement. Les échanges avec l'extérieur se sont intensifiés, qu'il s'agisse des importations ou des exportations.

A l'échelle sectorielle, les évolutions sont contrastées. Si les secteurs des industries agro-alimentaires, du commerce, des services marchands et du tourisme ont bénéficié d'un regain d'activité, le constat est plus mitigé dans l'agriculture, les industries manufacturières et le BTP. De plus, la progression de l'activité n'a pas suffi à contenir le chômage, dont le taux au sens du BIT a atteint 28,9 %. 4 800 nouveaux actifs occupés, et surtout 9 500 chômeurs supplémentaires, sont ainsi venus étoffer la population active.

Dans ce contexte, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire local est restée relativement peu dynamique en 2010. Les financements accordés aux ménages, soutenus par les crédits à l'habitat, ont cependant enregistré un rythme de progression plus élevé que ceux consentis aux entreprises. L'étude est disponible sur le [site de l'iedom](#).

¹ La centrale des risques de la Banque de France recense l'ensemble des encours de crédit professionnels déclarés par les établissements de crédit français à partir d'un seuil de 25 K€ par guichet.

BREVES ECONOMIQUES

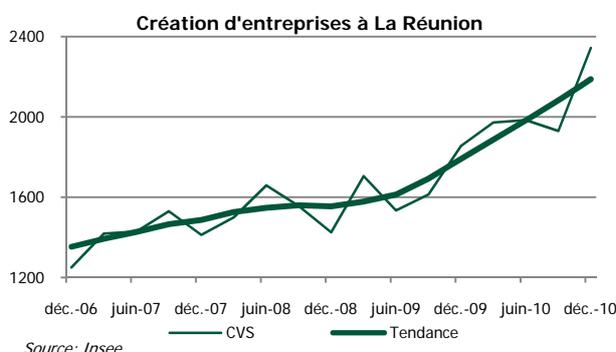
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation	Février 2011	125,7	- 0,1 %	+ 2,7 %
	IPC France entière		122,3	+ 0,5 %	+ 1,7 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO	Décembre 2010	73 356	+ 1,0 %	+ 7,8 %
	Cumul des prestations versées (millions d'€)		417,3	-	+ 2,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€)		473,4	-	+ 58,8 %
	Exportations (en cumul - millions d'€)	Janvier 2010	17,3	-	+ 14,0 %
	Taux de couverture		3,7 %	-	- 1,4 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Février 2010	117 290	+ 1,7 %	+ 11,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Février 2011	123 176	n.s.	+ 10,0 %
	Cumul 2011		359 250	-	+ 9,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	Janvier 2010	0,5	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	cumul Janv.	0,5	n.s.	n.s.
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Janvier 2010	4,5	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	cumul Janv.	4,5	n.s.	n.s.
	Effectifs salariés du BTP	Janvier 2010	16 3846	+ 5,0 %	+ 0,6 %

Forte hausse des créations d'entreprises en fin d'année



Le nombre de création d'entreprises est en hausse de 21,4 % (données CVS et CJO) au quatrième trimestre 2010 par rapport au troisième trimestre 2010. Un tiers des créations réunionnaises sont des demandes sous le régime de l'auto-entrepreneur. Cette forte augmentation provient d'une hausse exceptionnelle des créations dans l'industrie.

Sur l'ensemble de l'année, le nombre de nouvelles entreprises croît de 22,0 % par rapport à 2009. L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Fonds de dotation de deux millions d'euros mis en place par la Région pour compenser la hausse des prix du carburant pour le monde économique

Afin de limiter la hausse des prix des carburants pour les professionnels du transport, la Région Réunion met en place une dotation initiale de 2 millions d'euros pour compenser la hausse qui touchera le gazole le 1^{er} avril 2011. La Région propose également de créer un fonds d'intervention multipartite géré par l'État, la Région, les Chambres consulaires et la SRPP. Par ailleurs, elle lance une étude sur la possibilité de créer un octroi de mer flottant permettant d'atténuer les variations du prix du carburant.

Nouveau cadre de régulation du photovoltaïque

Les nouveaux tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque par EDF, décidés par le gouvernement, sont entrés en vigueur le 03 mars 2011. Jusqu'à présent La Réunion, comme les autres Dom et la Corse, bénéficiait de tarifs spécifiques (35,2 centimes par KW/c). Désormais, il passe à 12 centimes pour les projets de moins de 100 KW.

Les résultats de CBo Territoria et la Sapmer en nette hausse

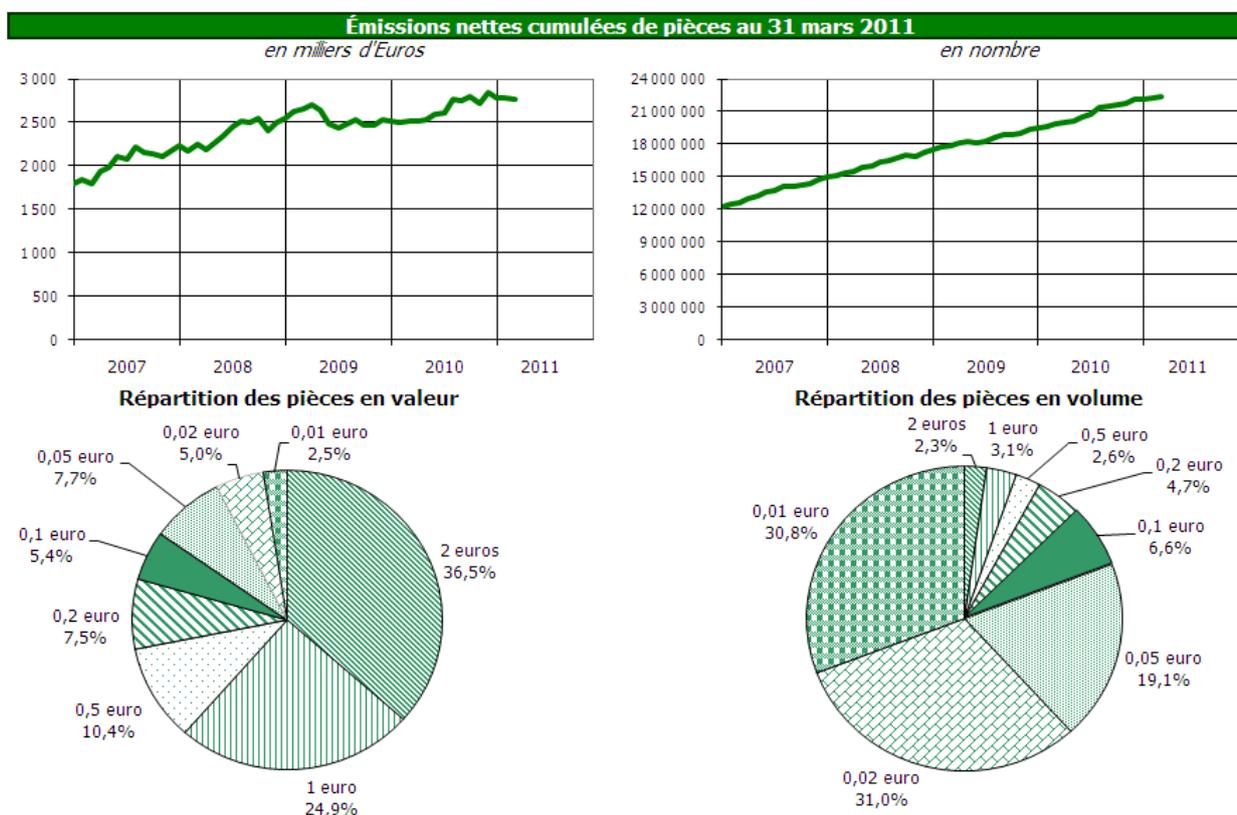
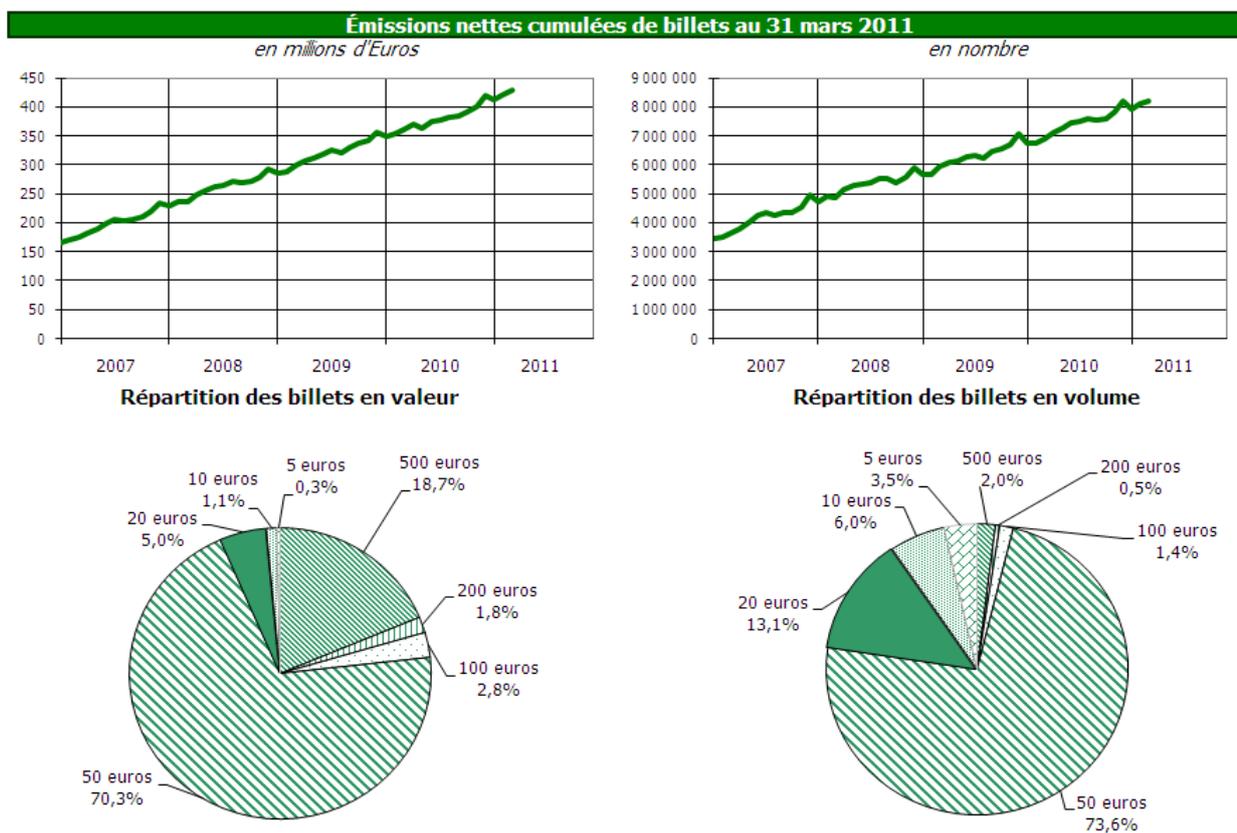
CBo Territoria, propriétaire de 3 200 hectares de foncier à La Réunion, enregistre une augmentation de 20 % de son chiffre d'affaires en 2010 et de 16 % pour son résultat net. Dans le même temps, le chiffre d'affaires de la Sapmer s'est établi à 48 millions d'euros contre 33 millions d'euros en 2009, soit une progression de 45,6 %. Bien que le groupe Bourbon enregistre une amélioration de son chiffre d'affaires (+ 4,6 %), le résultat net diminue de 74,8 % en raison d'augmentations des coûts et des amortissements liés à l'agrandissement de la flotte de navires.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Au 31 mars, les émissions nettes de billets s'étoffent de 8 millions d'euros sur le mois, soit +1,9 % (comme le mois précédent) et atteignent 428,9 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également : +1,2 %, après +2,2 le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 8,2 millions au 31 mars 2011. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'était apprécié de plus d'un euro dix en janvier, atteint 52,3 €.

Avec près de 2,8 millions d'euros en circulation au 31 mars, les émissions nettes de monnaie métallique restent stables en valeur ce mois-ci (-0,4 %, après -0,3 % en février). Avec 112 000 pièces émises en mars, le nombre de pièces en circulation reste stable, à 22,3 millions d'unités. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. La proportion de « pièces rouges » est inchangée : elles représentent plus de 80 % de l'ensemble des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

La départementalisation de Mayotte s'officialise

Le décret d'application n° 2011-330 du 25 mars 2011 associée à la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte est paru au journal officiel du 27 mars 2011. Il est entré en vigueur le jeudi 31 mars à la suite de la première réunion issue du renouvellement du conseil général. Il « étend à Mayotte les règles de droit commun du code général des collectivités territoriales en adaptant, notamment, des dispositions relatives aux finances locales et à l'organisation et au fonctionnement du conseil économique, social et environnemental et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement ; il modifie le code électoral, dont les dispositions spécifiques à Mayotte sont supprimées, ainsi que le code des juridictions financières pour rendre applicables à Mayotte les dispositions réglementaires relatives aux chambres régionales des comptes ».

A l'occasion de l'accession de Mayotte au statut de département le 31 mars, le 28 mars à l'usine de Pessac, en présence de Marie-Luce Penchard et de Christophe Beaux, Président Directeur Général de la Monnaie de Paris, a eu lieu la frappe inaugurale de la pièce de 10 € en argent massif et à l'effigie de Mayotte. 50 000 pièces ont été émises dont 5 000 destinées à Mayotte. Ces pièces, distribuées dans les guichets de La Banque Postale, ont été écoulées en quelques heures.

De nouvelles dispositions législatives

La loi n° 2010-658 du 15 juin 2010 relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) est étendue à Mayotte. Cette loi confère à l'entrepreneur individuel un statut qui lui garantit une séparation nette des patrimoines personnel et professionnel : le patrimoine personnel est le gage des créanciers personnels de l'entrepreneur, alors que le patrimoine professionnel constitue le gage de ses créanciers professionnels.

Depuis le 31 mars 2011, une nouvelle organisation de la justice est mise en place à Mayotte : le tribunal de première instance (TPI) a disparu au profit d'un tribunal de grande instance (TGI). Par ailleurs, le tribunal supérieur d'appel a été remplacé par la chambre d'appel de Mamoudzou. Un tribunal mixte de commerce et un conseil des prud'hommes seront également mis en place.

Inflation

Selon l'INSEE, en février 2011, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 0,1 %. L'augmentation est moins forte qu'en janvier 2011 (+0,4 %). En glissement annuel, il s'accroît de 4,7 %. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du prix des produits céréaliers (+14,1 % en un an), de la viande et des volailles (+10,3 %) et du SMIG local.

Mayotte à l'honneur au salon de l'agriculture

A la demande de la ministre chargée de l'Outremer, Marie-Luce Penchard, Mayotte était présente au salon de l'agriculture à Paris du 19 au 27 février 2011. Le stand mahorais a connu un vif succès, notamment grâce aux produits exotiques présentés au public. Outre le grand public, le combava mahorais a également intéressé les professionnels de la gastronomie française et le monde des masseurs aux Etats-Unis.



PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		fév.-11	113,0	0,1%	4,5%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		sept.-10	11 429	13,0%	7,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-10	22 755	-47,6%	-24,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-10	365 831	6,6%	3,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-10	813	-24,1%	39,0%
		cumulées	déc.-10	10 062	8,8%	81,5%
	Taux de couverture	mensuels	déc.-10	3,57%	1,11 pt	1,63 pt
		cumulés	déc.-10	2,75%	0,05 pt	1,19 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-10	521	0,8%	34,7%
		cumulés	déc.-10	5 928	-	24,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-10	26 784	-29,6%	-22,5%
		cumulés	déc.-10	279 932	-	9,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-10	37,2	19,5%	-39,2%
		cumulés	déc.-10	512,9	-	17,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	9 337	179,8%	27,9%
		cumulées	déc.-10	83 628	-	-12,7%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		févr.-11	37 228	0,3%	4,4%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	févr.-11	18 228	-6,4%	2,3%
		cumulées	févr.-11	18 229	-	2,3%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mars-11	103	47,1%	21,2%
		cumulés	mars-11	241	-	14,2%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mars-11	15	150,0%	-21,1%
		cumulés	mars-11	36	-	-42,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	déc.-10	7,4	110,7%	-29,8%
		cumulés	déc.-10	59,5	-	-33,1%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-10	44,3	80,6%	-35,2%
		cumulées	déc.-10	397,8	-	-31,0%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Co de des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En février 2011, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré 3 incidents de paiement sur chèques. Par ailleurs, trois retraits de carte bancaire ont été recensés en février. Enfin, l'archipel comptait 22 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, soit cinq de moins qu'en février 2010.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

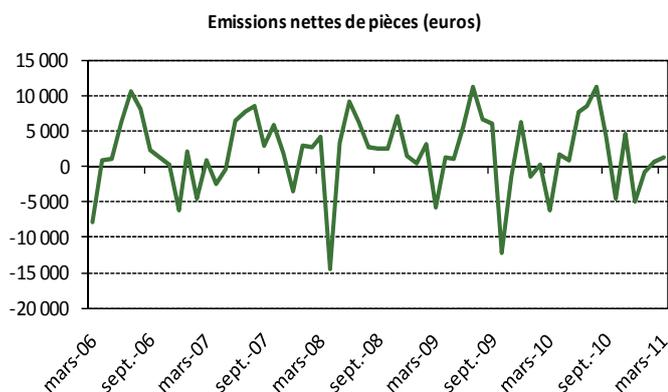
Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du premier trimestre 2011 recule d'environ 6% par rapport à la même période de l'année précédente, tandis qu'en valeur la baisse est de 11%. En outre aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée depuis le début de l'année 2011, ce type d'opération ne transitant plus par la chambre de compensation de l'IEDOM.

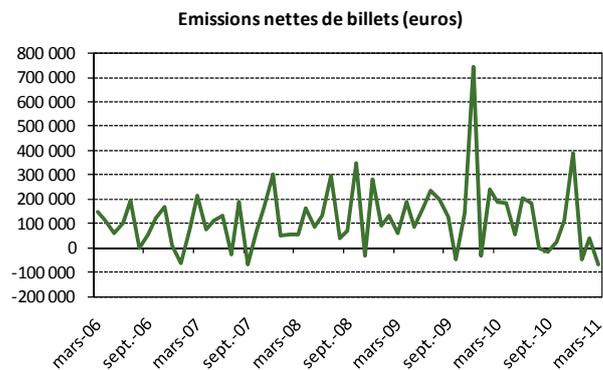
		1er trimestre 2011	Variation T de A-1	Cumul sur les 12 derniers mois
Chèques	Volume	30 466	-6,39%	131 699
	Valeur	14 916 084	-10,75%	65 423 327
Virements	Volume	578	-	2 505
	Valeur	422 654	-	8 170 821

Circulation fiduciaire

Fin décembre 2010, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 14,292 millions d'euros (pour un volume de 376 520 billets), en hausse de 8% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,443 million d'euros (pour un volume de 2,474 millions de pièces), en progression de 7,3% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Hausse des prix des carburants et du fioul domestique

En raison de la forte augmentation des cours internationaux du pétrole et de leur impact sur les achats d'hydrocarbures pour l'archipel, les prix des carburants ont progressé de 12 centimes tandis que le fioul domestique est en hausse de 10 centimes. Les nouveaux tarifs sont entrés en vigueur le 10 mars 2011.

Augmentation des pensions de retraites sur l'archipel

Par arrêté préfectoral du 4 avril 2011, les pensions et l'allocation supplémentaire pour un couple du régime d'assurance vieillesse de base ont été revalorisées de 4,5% en raison du différentiel d'inflation entre Saint-Pierre-et-Miquelon et la métropole. Cette revalorisation exceptionnelle complète l'augmentation de 2,1% du régime général des retraites des salariés du privé décidée par le gouvernement en mars, soit une hausse totale de 6,6% des pensions de retraites du privé qui a pris effet au 1^{er} avril 2011.

Analyse financière prospective pour la commune de Miquelon

Cette analyse effectuée par la Trésorerie générale devrait permettre à la commune de visualiser à moyen terme les moyens de financement de ses projets d'investissement.

Soutien de la Commission européenne au Schéma de Développement Stratégique de l'archipel

La Commission européenne a validé le document unique de programmation proposé par le Conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon par lequel elle s'engage à verser 20,6 millions d'euros au titre du 10e FED. Ces fonds seront consacrés à la modernisation des activités existantes, en particulier les secteurs de la pêche, du tourisme et des services.

Audit de la société SPM Seafoods International

Une mission d'audit diligentée par l'Etat s'est rendue à Saint-Pierre du 14 au 18 mars. Cette mission porte sur l'analyse de la situation de l'entreprise SPM Seafoods International et du plan d'affaires.

Adoption du compte administratif 2010 de la commune de Saint-Pierre

Lors de la dernière séance officielle du Conseil municipal, le compte administratif 2010 de la commune a été approuvé par l'ensemble des conseillers présents. Le budget principal affiche un excédent d'environ 550 000 euros, avec toutefois des restes à réaliser. Les comptes de la régie « eau et assainissement » ainsi que ceux de la régie « espaces verts » sont également en excédent.

Mission d'étude sur la desserte maritime de fret

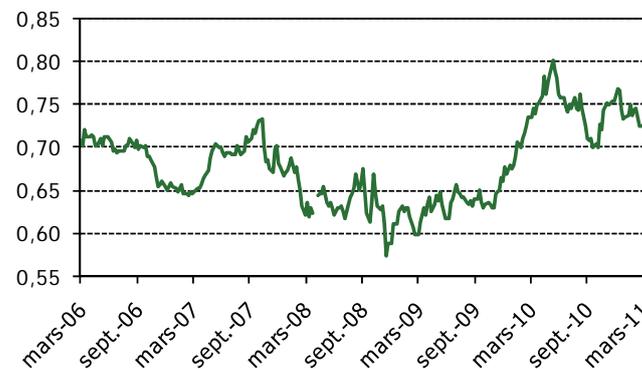
Dans le cadre des décisions prises lors du Conseil interministériel pour l'Outre-mer spécifiques à l'archipel, une mission d'étude sur la desserte maritime de fret internationale et inter-îles s'est rendue à Saint-Pierre en janvier.

Ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'entreprise Nouvelles Pêcheries

Le tribunal supérieur d'appel a prononcé l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire suite à une cessation des paiements depuis le 31 mars 2009. L'activité de cette société était principalement orientée vers le traitement du crabe des neiges.

Stabilisation du dollar canadien par rapport à l'euro

Après une année 2010 marquée par une forte appréciation du dollar canadien, le cours de la devise canadienne progresse légèrement de 1,6% en moyenne mensuelle sur les 12 derniers mois. En outre sur les 3 premiers mois de l'année 2011, il recule de 2,5% pour s'établir au 31 mars à 0,7254 EUR/CAN.



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation – 4 ^e trimestre 2010	-	+0,59%	+4,46% Par rapport à décembre 2009
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Février 2011 :	305	+0,7%	-12,4%
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Février 2011 :	285	+5,6%	-21,7%
	Indicateur mensuel moyen de chômage Février 2011 :	9,5%	-	-
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires - fin février 2011 :	28	+12,0%	-12,5%
	Nombre de personnes à charge - fin février 2011 :	45	+36,6%	-19,6%
Commerce extérieur (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Décembre 2010 :	6 695	-22,3%	+26,1%
	Cumul annuel :	73 847	-	+23,5%
	Exportations (milliers d'euros) Décembre 2010 :	232	-45,0%	+293,2%
	Cumul annuel :	4 302	-	+14,9%
	Déficit commercial (milliers d'euros) Décembre 2010 :	6 463	-21,2%	+23,1%
	Cumul annuel :	69 545	-	+24,0%

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Pêche industrielle (Source : DTAM)	Débarquements (en tonnes) En décembre 2010, depuis le début de la saison (octobre)	499	-	-
	Pêche artisanale (Source : DTAM)	Débarquements (en tonnes) En décembre 2010, depuis le début de la saison (avril)	1 926	-
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Février 2011 :	2 182	-13,2%	-32,7%
	Cumul annuel :	4 695	-	+25,4%
	Mouvements d'avions Février 2011 :	274	-30,5%	+39,8%
	Cumul annuel :	438	-	+23,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) Février 2011 :	14,293	+10,1%	-12,5%
	Cumul annuel :	31,000	-	-16,5%
Trafic portuaire Port de Saint-Pierre (Source : Capitainerie du Port)	Mouvements de navires Décembre 2010	31	-38,0%	+55,0%
	Tonnage brut Décembre 2010	24 940	-4,8%	-6,8%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	13/04/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2011)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4902%	0,6672%	0,6780%	0,6483%	0,9020%	1,1760%	1,4850%	1,9270%

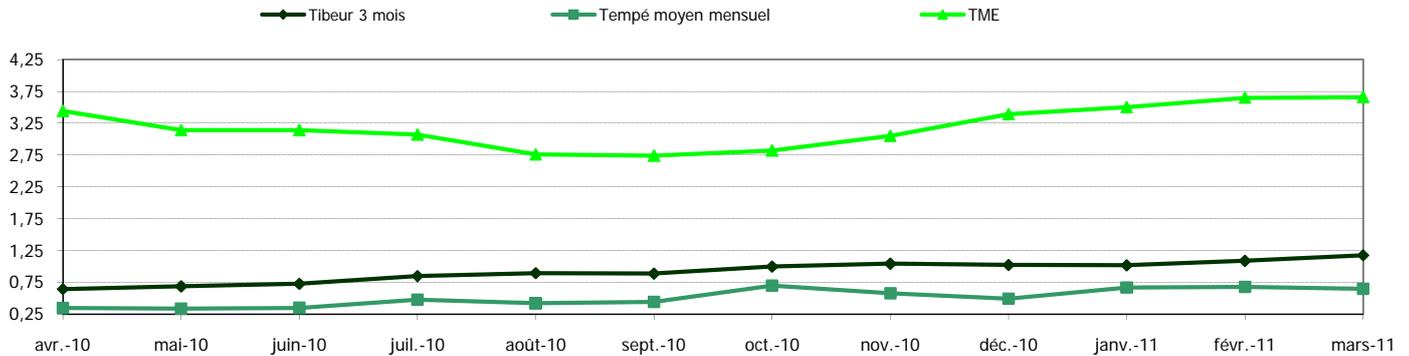
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
3,39%	3,50%	3,65%	3,66%	3,59%	3,70%	3,85%	3,86%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			Prêts consentis en vue d'achats ou de vente à tempérament		9,12%
Prêts à taux fixe		5,61%	Prêts d'une durée supérieure à 2 ans, à taux variable		5,01%
Prêts à taux variable		5,01%	Prêts d'une durée supérieure à 2 ans, taux fixe		5,77%
Prêts relais		5,99%	Découverts en compte (1)		13,77%
Autres prêts			Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans		5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 1524 €		21,47%			
Découverts en compte, crédits renouvelables et financement d'achats ou de ventes à tempérament		19,53%			
Prêts personnels et autres prêts		8,03%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois. Il s'applique également aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels

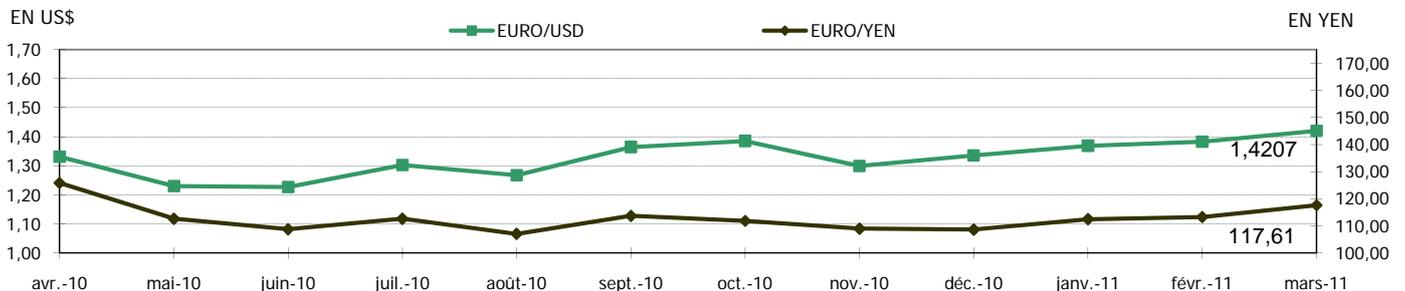
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4207	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6507	EURO/SRD (Surinam)	4,67810
EURO/JPY (Japon)	117,6100	EURO/BWP (Botswana)	9,28360	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,53750
EURO/CAD (Canada)	1,3785	EURO/SCR (Seychelles)	17,3551	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,6986
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88370	EURO/MUR (Maurice)	40,2598	EURO/BBD (La Barbade)	2,83520
EURO/SGD (Singapour)	1,7902	EURO/BRL (Brésil)	2,3058	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,10100
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,0559	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,08820	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2845,83	EURO/XCD (Dominique)	3,8275	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 7 avril 2011 - Dépôt légal : avril 2011 - ISSN 1284-4438